

Le partage des richesses c'est pour quand ?

par Olivier BESANCENOT

Vous le savez sans doute, la LCR m'a demandé de la représenter pour la seconde fois à l'élection présidentielle. Cette campagne électorale débute sur des bases politiques aberrantes. En moins d'un an, on a vécu une séquence sociale et politique exceptionnelle : la victoire retentissante du « non » de gauche contre le TCE, un grand vent de révolte de la jeunesse des quartiers, puis des millions de manifestants contre le CPE. La question sociale devrait donc logiquement s'imposer comme thème majeur... Et bien non, la campagne débute sur l'immigration et l'insécurité. Sarkozy rêve de refaire le coup de 2002 et à nouveau le PS rentre dans son jeu alors qu'une des leçons du 21 avril, c'est que jouer avec la peur est le plus court chemin vers l'extrême-droite.

Notre premier boulot, dans le cadre de cette campagne, c'est de faire de la question sociale une question incontournable. La contestation anticapitaliste qui s'est manifestée avec force dans la rue doit s'exprimer à nouveau dans les urnes. Les sujets ne manquent pas tant la droite au pouvoir et le Medef nous en mettent plein la tête tous les jours ! Le patronat licencie des dizaines de milliers de travailleurs, comme chez Peugeot ou à EADS-Toulouse. Son seul critère de décision, c'est le fric, ses profits. Les gouvernements qui se succèdent privatisent à tour de bras tout ce qui peut dégager des bénéfices pour les grands actionnaires, malgré un bilan qui, sur le terrain de la sécurité, du prix ou de la qualité du service rendu est mauvais, avec comme dernier exemple en date GDF. Et pour les services publics qui demeurent, c'est le tour de vis budgétaire : les économies dont la droite nous rebat les oreilles, c'est concrètement moins d'infirmières dans les hôpitaux et moins d'enseignants dans les écoles. Les attaques pleuvent contre le code du travail, avec la multiplication des contrats précaires. Des coups sont portés contre la sécu et le droit à la retraite.

Les dégâts sociaux des politiques libérales-capitalistes sont colossaux : la France est une des plus grandes puissances économiques du monde, un pays riche... dans lequel vivent 7 millions de pauvres dont 3,5 millions de mal logés. Un pays riche où des millions de salariés ou de travailleurs indépendants ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Un pays riche où tout augmente, mais jamais nos salaires, nos pensions de retraites ou nos minima sociaux !

La droite au pouvoir, ce sont aussi les expéditions militaires en Afrique ou au Moyen-Orient pour y défendre les intérêts de la bourgeoisie française et de ses alliés, les gouvernements des Etats-Unis et d'Israël, dans une continuité néocoloniale et impérialiste séculaire. Et qu'importe que cela se fasse en soutenant des régimes corrompus, autoritaires ou dictatoriaux, au mépris des droits des peuples, ces « indigènes ». La droite au pouvoir, c'est enfin le retour en force de l'ordre moral avec des discriminations dans tous les domaines : sexuelles, sexistes et racistes. Sexistes et sexuelles d'abord, parce ni les violences et les discriminations contre les femmes, ni l'homophobie n'ont disparu. Raciste enfin, cette politique qui expulse des enfants sans papiers ou rafle les pauvres, immigrés ou issus de l'immigration, à Cachan. Heureusement que des milliers d'hommes et de femmes, d'enseignants, de parents d'élèves ont eu la bonne idée de se mettre en travers de la route de Sarkozy, sinon le nombre d'enfants sans papiers expulsés aurait été plus lourd. Heureusement que la solidarité s'est vite organisée autour des « mille » de Cachan.

Il y a un an, Zied et Bouna mourraient, pourchassés par la police, dans un transformateur. Un an après, rien n'a changé pour les jeunes des quartiers qui se sont révoltés suite à ce tragique événement : on ne leur promet qu'un avenir de précarité.

Des flics, des flics et encore des flics pour passer cette jeunesse « au kärcher », pour aller chercher des gamins à la sortie des écoles et les expulser ou pour réprimer les mouvements sociaux, voilà le projet de société qui motive Sarkozy. Il se présente comme le candidat du courage et de la rupture. Mais sa rupture consiste à empirer le caractère antisocial de la politique du gouvernement. Et quel courage y a-t-il à se rendre dans des quartiers aux mille problèmes entouré par mille CRS et autant de caméras de TV ? Et quel risque prend-t-il encore à mener campagne... en maîtrisant les rouages du ministère de l'intérieur ? De lui comme de Chirac et de Villepin, ces zélés serviteurs du Medef, on en a soupé. Alors il faut tous ensemble s'en débarrasser, c'est une mesure de salubrité publique. Il faut shooter la droite sans l'ombre d'une hésitation. Mais il faut le faire sans illusion aucune sur la politique de la direction du PS. Nous n'avons pas le même « désir d'avenir » que les candidats à la candidature du PS car ils incarnent une gauche qui s'aplatit dès que le Medef fronce les sourcils, une gauche dont la politique est génétiquement modifiée en politique de droite dès qu'elle arrive au pouvoir.

Face à cette droite dure, il faut au contraire une gauche de combat, avant comme après 2007, une gauche anticapitaliste et antidiscriminations que ma candidature veut incarner. Les effets des politiques libérales-capitalistes menées depuis un quart de siècle atteignent de plus en plus de gens dans leurs droits fondamentaux à se loger, communiquer, se chauffer, s'éduquer, se cultiver, se soigner, travailler. Quand une société se révèle incapable de garantir le droit imprescriptible à l'existence, à quelle valeur morale peut-elle donc prétendre ?

La politique que nous voulons passe par le partage des richesses pour en finir avec les inégalités, le chômage et la précarité généralisée. Elle exige d'avoir la volonté de faire en sorte que le mot « égalité » placardé sur le fronton de toutes nos écoles ne soit plus un slogan creux mais devienne une réalité de la vie quotidienne entre les hommes et les femmes, entre les générations, entre les choix d'orientation sexuelles, entre les cultures et quelles que soient nos origines. Elle nécessite de sortir de l'ère du profit qui engendre les guerres, détruit nos vies et la planète. [...] Alors oui, la LCR est entrée en campagne. Une campagne ouverte qui veut rassembler celles et ceux qui sont en accord avec les idées que je développe. Je les appelle à prendre contact avec les sections de la LCR. Le meilleur moyen pour que la politique à laquelle on aspire pèse demain sur les décisions qui seront prises, c'est de lui donner le maximum de poids au premier tour et surtout, surtout, de retrouver le chemin de luttes massives et unitaires. N'oublions jamais que les congés payés ne figuraient dans aucun programme électoral et d'ailleurs, pour les grèves et les manifestations, je serai candidat jusqu'au bout et je ne me retirerai pour personne... Toujours facteur, et toujours prêt à me battre aux côtés des miens, jeunes, travailleurs ou chômeurs, qui savent comme moi ce qu'est l'exploitation.

Un journaliste écrivait récemment que je ne rêvais pas de l'Élysée tous les matins en me rasant. Oui, j'assume, parce que je fais volontiers mienne la formule de Louise Michel : « tant que le pouvoir ne sera pas partagé par toutes et tous il donnera le vertige ». Chacun peut s'apercevoir tous les jours en regardant le JT de 20 h combien cette vieille formule qui date de la Commune de Paris en 1871 est d'une brûlante actualité. Je propose simplement d'être le porte voix de toutes celles et de tous ceux qui subissent l'exploitation et l'oppression sous quelque forme qu'elle soit et qui en ont assez que leurs vies soient sacrifiées sur l'autel des profits d'une toute petite minorité aussi égoïste que cynique. Je veux être le porte voix de leurs colères. Et aussi de leurs espoirs, celui de voir un jour naître une nouvelle société qui permette à la fois l'émancipation collective et l'épanouissement individuel.

Olivier Besancenot, Le 15 octobre 2006.